

**Conférence des Parties  
chargée d'examiner le Traité  
sur la non-prolifération  
des armes nucléaires en 2010**

19 mars 2010  
Français  
Original : anglais

New York, 3-28 mai 2010

**Éducation en matière de désarmement  
et de non-prolifération : promouvoir la coopération  
avec la société civile en faveur d'un monde exempt  
d'armes nucléaires**

**Document de travail établi conjointement  
par le Japon et l'Université des Nations Unies**

**I. Introduction**

1. Le Japon et l'Université des Nations Unies (UNU), dont le siège est au Japon, se sont félicités de l'attention renouvelée accordée au niveau mondial à l'instauration d'un monde pacifique et sûr, sans armes nucléaires. Nous devons profiter de cette dynamique grandissante pour promouvoir le désarmement et la non-prolifération nucléaires. À cette fin, il est fondamental de diffuser des informations suffisantes sur l'immense pouvoir de destruction des armes nucléaires et de mieux faire connaître et comprendre les risques que pose leur prolifération. L'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération joue donc un rôle majeur à cet égard. Estimant qu'il a l'obligation morale, du fait de sa propre expérience, de sensibiliser le monde entier aux terribles ravages de l'arme nucléaire, le Japon a été à l'avant-garde des efforts déployés en ce sens, fermement déterminé à ce qu'un tel événement ne se reproduise jamais plus.

2. Néanmoins, la tâche est tellement immense que les gouvernements ne peuvent pas s'en acquitter seuls. Des efforts doivent être déployés par la population ainsi que par les gouvernements. Le rapport du Secrétaire général sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération (A/63/158) indique que « certaines des initiatives les plus efficaces, passées ou actuelles, reposent sur des partenariats entre les gouvernements, les organisations internationales et régionales et les organisations de la société civile. Elles peuvent servir de modèle pour les activités futures ». Le document de travail soumis par le Japon intitulé « Éducation en matière de désarmement et de non-prolifération » (NPT/CONF.2010/PC.II/WP.9) mentionne également ce point, signalant que « la société civile s'est d'ores et déjà engagée dans l'enregistrement, la collecte et la conservation puis la diffusion des informations à l'aide de différents outils, témoignages, moyens audiovisuels ou



autres formes de communication. Les gouvernements devraient soutenir le cas échéant les efforts déployés en ce sens par la société civile. »

3. Prenant acte de la précieuse contribution apportée à ce jour par la société civile, le Japon et l'ONU ont soumis le présent document de travail, qu'ils ont établi ensemble, afin de souligner l'importance d'une coopération coordonnée et durable avec la société civile pour promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération et d'examiner les moyens d'améliorer cette coopération, en vue de renforcer les normes du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et de prendre des mesures concrètes en faveur d'un monde exempt d'armes nucléaires.

## **II. Nécessité d'une coopération durable et accrue avec la société civile**

4. Une coopération durable et accrue entre les gouvernements et la société civile est essentielle pour promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération pour les raisons exposées ci-après.

5. Premièrement, la société civile peut jouer un rôle à deux égards : d'une part, en surveillant et critiquant, si nécessaire, les gouvernements, tout en les engageant à répondre aux attentes de la population, et d'autre part, en contribuant et en apportant un soutien aux actions menées par les pouvoirs publics pour promouvoir une cause commune.

6. Deuxièmement, le rôle joué par la société civile s'agissant de sensibiliser la population, de mobiliser l'opinion, de prendre des initiatives créatives et de participer aux efforts déployés par les gouvernements à divers égards, notamment dans le domaine de l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération, a été reconnu à l'échelle mondiale. La société civile mène une grande diversité d'activités éducatives multidirectionnelles qui s'adressent à l'ensemble de la société et à toutes les générations.

7. Enfin, en raison de la mondialisation, la société civile est devenue un partenaire constant des gouvernements face aux problèmes mondiaux tels que le désarmement et la non-prolifération nucléaires. Les décideurs doivent donc tenir dûment compte du rôle de la société civile.

## **III. Collaboration et coopération avec la société civile**

8. Compte tenu de ce qui précède, il convient d'examiner tout d'abord quels types de coopération ont déjà été mis en pratique. Quelques-unes des activités menées ces dernières années par le Gouvernement japonais et l'ONU en coopération avec la société civile sont présentées ci-après.

### **A. Initiatives du Gouvernement japonais**

9. Diverses activités ont été menées en collaboration avec des organisations non gouvernementales pour sensibiliser les populations du monde entier et les futures générations aux expériences d'Hiroshima et de Nagasaki, dont celles décrites ci-après :

### **Séminaires organisés en coopération avec la société civile**

Le Japon a organisé, en marge des comités préparatoires de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2008 et 2009, des séminaires avec la participation d'organisations non gouvernementales et de la population, notamment avec des survivants des bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki (appelés *Hibakusha* en japonais). L'année passée, les États Membres et un nombre important de membres de la société civile ont participé à un échange de vues sur les moyens et outils pratiques à mettre en place pour sensibiliser l'opinion publique au travers de l'éducation et le rôle de l'éducation dans le renforcement du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

### **Expositions consacrées aux bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki**

Le Japon a appuyé les efforts déployés par les administrations locales, les universités, les organisations non gouvernementales et diverses organisations pour organiser à l'étranger des expositions consacrées aux bombardements atomiques.

10. La diffusion d'informations sur les questions de désarmement actuelles parmi la population générale et la sensibilisation du public sont également des activités importantes pour le Gouvernement japonais. Depuis 1989, le Japon parraine la Conférence des Nations Unies sur les questions de désarmement, qui est publique et qui se tient toujours dans une ville japonaise différente. La Conférence tenue l'année dernière à Niigata a consacré une session à l'examen du rôle de la société civile et des médias.

11. Les gouvernements peuvent donner aux organisations non gouvernementales la possibilité d'engager une réflexion sur des questions précises. En septembre 2008, les Gouvernements australien et japonais ont lancé une initiative indépendante appelée Commission internationale sur la non-prolifération et le désarmement à laquelle ont été associées des personnalités éminentes du monde entier. À la suite de débats avec des représentants d'organisations non gouvernementales et le secteur privé, la Commission a établi un rapport en décembre 2009, qui contient des recommandations concrètes pour créer un monde exempt d'armes nucléaires et dans lequel elle engage toutes les parties prenantes – décideurs, cercles de réflexion et société civile – à participer à leur application.

## **B. Initiatives de l'Université des Nations Unies**

12. L'UNU intègre la recherche, l'éducation et la diffusion d'informations sur le désarmement et la non-prolifération et coopère étroitement avec les organisations de la société civile dans le cadre de la plupart de ses activités. Quelques exemples de coopération sont exposés ci-après :

a) L'UNU a mené à bien plusieurs projets qui montrent la qualité et la pertinence politique de ses travaux de recherche ainsi que la priorité qu'elle accorde à la participation de la société civile ainsi qu'au désarmement et à la non-prolifération. Deux de ses plus récents projets portent sur la participation de la société civile à la gouvernance mondiale (*Engaging Civil Society in Global Governance*, S. Cheema et V. Popovski (éditeurs), Presses de l'UNU, 2010) et sur l'Organisation des Nations Unies et les puissances nucléaires (*The United Nations*

*and Nuclear Orders*, J. Boulden, R. Thakur et T. Weiss (éditeurs), Presses de l'UNU, 2009);

b) L'UNU aborde les questions du désarmement et de la non-prolifération dans le cadre de ses activités d'enseignement et de renforcement des capacités, notamment certains de ses nouveaux programmes de deuxième et troisième cycles qui seront prochainement inaugurés;

c) L'UNU organise régulièrement des conférences et des forums universitaires, afin de faciliter les échanges entre les gouvernements et les organisations de la société civile. Les centres et programmes de recherche et de formation de l'UNU ainsi que ses institutions affiliées travaillent en partenariat avec des universités et des cercles de réflexion dans le monde entier – soit le monde universitaire à l'échelle mondiale – pour trouver et recommander des solutions politiques aux problèmes mondiaux les plus pressants;

d) L'Institut de l'Université des Nations Unies pour la durabilité et la paix, situé à Tokyo, travaille en étroite collaboration avec l'Université d'Hiroshima pour promouvoir l'éducation pour la paix et une culture de la paix. Le personnel de l'Institut a participé au séminaire universitaire sur la citoyenneté mondiale du Réseau international d'universités consacré au thème de la légalité des armes nucléaires. L'Institut a également appuyé et organisé des ateliers et manifestations du Centre pour la consolidation de la paix (Hiroshima) dans le cadre du programme pour le développement des ressources humaines en Asie aux fins de la consolidation de la paix, qui a été créé à la demande du Ministère japonais des affaires étrangères. Par l'intermédiaire de ces activités, l'UNU continue d'apporter des perspectives mondiales et contemporaines aux débats sur les armes nucléaires au Japon et aide à sensibiliser le grand public aux problèmes liés au nucléaire grâce à la participation d'étudiants et de chercheurs du monde entier.

#### **IV. Travaux futurs proposés**

13. Les exemples susmentionnés montrent bien les avantages et les synergies tirés de la coopération avec la société civile en faveur d'un monde dénucléarisé. Il reste encore beaucoup à faire pour renforcer et améliorer cette coopération. Les gouvernements peuvent mieux tirer parti des idées et outils novateurs utilisés par les organisations de la société civile pour l'éducation en matière de désarmement nucléaire. La société civile, pour sa part, peut tirer parti d'une collaboration avec les gouvernements, obtenant par exemple un meilleur accès aux informations et à d'autres ressources. Elle peut également appuyer les efforts déployés par les gouvernements dans les domaines du renforcement des capacités et de l'éducation. En outre, les gouvernements et la société civile peuvent resserrer leur coopération en exploitant les technologies modernes de l'information et de la communication et en utilisant de nouvelles méthodes d'enseignement. Le Japon et l'UNU proposent donc de mener les actions ci-après.

14. Le Japon et l'UNU engageront un dialogue entre les États Membres de l'ONU et les membres de la société civile sur les moyens à mettre en œuvre pour améliorer la coopération entre les gouvernements et la société civile pour renforcer l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération. Ce dialogue sera utile pour déterminer les outils qui permettront de promouvoir une culture de la paix dans les activités éducatives à l'échelle mondiale. La Conférence des Nations Unies sur les

questions de désarmement qui se tiendra cette année au Japon sera l'occasion de lancer ce dialogue.

15. Le dialogue devrait donner lieu à un forum mondial qui rapprochera la société civile et les gouvernements, recensera les meilleures pratiques et, dans l'idéal, adoptera une déclaration et un plan conjoint de renforcement des capacités pour améliorer l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération.

16. Pour intégrer les technologies modernes et les nouvelles méthodes d'enseignement dans l'enseignement traditionnel, les activités éducatives menées conjointement par les gouvernements et la société civile devraient prévoir l'élaboration de manuels et de matériels didactiques. En particulier, étant donné l'âge des survivants des bombardements atomiques, il faut redoubler d'efforts pour enregistrer électroniquement leurs témoignages et les diffuser aux générations futures en tirant parti des technologies modernes.

## **V. Conclusion**

17. Par ce document établi conjointement, le Japon et l'ONU expriment leur volonté de coopérer avec la société civile et engagent la communauté internationale à mener des actions concertées pour renforcer les partenariats avec la société civile en vue de promouvoir l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération et de progresser vers un monde exempt d'armes nucléaires.

---